



FÉVRIER 2003

## Télégéniques (chronique des semelles médiatiques)

**Vous vous souvenez peut-être de la fameuse chaussette trouée de Jean-Marie Messier, censée selon *Paris-Match* illustrer son naturel et sa simplicité. Cette fois, ce n'est plus Jean-Marie Messier qui fait la une des gazettes. Et encore moins ses chaussettes. Mais déjà, c'est vers les pieds d'un autre que les caméras se penchent pour y saisir un symbole. Ce symbole, celui de l'action, c'est la « semelle usée » par la fonction. Et c'est une semelle qui ne pouvait se trouver que dans le plus proche voisinage des pieds d'un ministre qui n'est pas le plus discret...**

**J**E VOUS LE DIS en chuchotant, des fois qu'on nous écoute, mais c'est la triste vérité : notre propre ministre de l'Intérieur a les semelles usées. L'information m'avait échappé, naturellement ; *Le Figaro*, qui est un journal sérieux, n'a pas manqué de le relever. C'est d'ailleurs à cela que l'on sait distinguer le véritable professionnel du chroniqueur amateur : le premier perçoit au premier coup d'oeil ce qui fait sens dans l'actualité.

Tenez, le fameux soir où Nicolas Sarkozy profitait sur France 2 de ses « 100 minutes pour convaincre », je n'étais même pas devant ma télé (je disposais pour ma part de 100 minutes pour convaincre une

charmante demoiselle d'accepter une invitation à dîner). L'éditorialiste du *Figaro*, lui, était tout absorbé par son écran ; il buvait les paroles du sécurisateur insatiable pendant que j'en buvais de plus aimables. Et pendant que le ministre défendait ardemment ses chiffres de novembre, l'éditorialiste, lui, n'en avait que pour ses jambes. Oui, vous avez bien lu : pour ses jambes.

Oh, ne jouez pas les innocents ! Nous sommes tous restés un jour ou l'autre rivés devant l'écran, l'oreille distraite, simplement pour le plaisir de voir des jambes. De plus jolies, certes, et de plus longues. Mais l'éditorialiste de droite, lui, ne ressent d'émotion véritable que devant les jambes implacables d'un ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales. Il les couve d'un regard attendri, il s'en pâme, il s'esbaudit. Finalement, il les décrit : « *durant pratiquement toute l'émission, le ministre aura posé sa jambe droite sur la gauche, exhibant ainsi devant les caméras, en premier plan, une semelle usée : celle de l'homme de terrain, disposé à mettre les pieds dans le plat. Un style qui risque d'être copié.* »

Je ne sais si le choix des chaussures ministérielles a réellement été prémédité, mais « la semelle usée de l'homme de terrain », c'est sûr, elle va rester. A l'heure

où je vous parle, les hommes politiques s'excitent (François Hollande lui-même aurait été aperçu en train de se frotter contre un pommier pour donner à son blouson de cuir l'illusion d'un passé). Leurs conseillers sont agités. Ils ne rêvent que de bottes boueuses, de chaussures gâtées par quelque colombin ; ils se réveillent la nuit, en proie aux pires cauchemars (l'un d'entre eux était en train d'enduire patiemment au pinceau les mocassins raffariniens de quelque gluante bouse poitevine quand il a malencontreusement renversé le seau sur le plateau...). Le dimanche, les malheureux en sont même réduits à hanter les entrepôts Emmaüs à la recherche de la tenue de chasseur qui ferait fureur, chez Drucker, lorsque leur patron irait y chanter son amour du terroir et de ses valeurs.

Car il fallait y aller, chez Drucker ; pour redorer une image, on pouvait compter sur son savoir-faire. Il s'échinait à rendre sympathique aux Français les cas les plus désespérés ; il nous avait appris qu'Alain Juppé aimait rire, c'est tout dire. Son émission aurait pu s'appeler « 100 minutes pour l'aimer ». (Et je ne vous dis pas à quoi je les aurais occupées, moi, ces 100 minutes, pendant que les éditorialistes du *Figaro* lorgneraient avec un début d'érection les jambes de Juppé).

### Également dans ce numéro...

Cloneries	3
Leurres de vérité	4
Faux et usage de faux	5
Du pain, du vin, du Raffarin	6
Quand La Poste innove...	7

Quoi qu'il en soit, il faut tout de même reconnaître à Michel Drucker un mérite : grâce à lui, nous savons désormais à quoi peuvent servir les porte-avions de l'armée française, et pourquoi il était nécessaire d'en construire si rapidement un deuxième. Je vous le dis en chuchotant, des fois que Ben Laden essaie d'intercepter nos secrets militaires : un porte-avions nucléaire, ça sert à catapulter Michou à bord d'un Super-Étendard au cours d'une émission populaire. (Ce sera même le « clou du spectacle », jeudi prochain sur France 2. Ils avaient pensé à Carlos, au départ, mais il paraît que notre arsenal de guerre est encore sous-dimensionné : il faudrait des budgets supplémentaires pour que l'armée française dispose enfin de moyens à la hauteur de ses besoins).

C'est triste à dire, mais jusqu'ici l'opinion française ne trouvait pas les porte-avions très sympathiques. Elle les trouvait un peu gris, un peu trop souvent en panne, aussi. Il fallait leur montrer que les porte-avions, eux aussi, savaient se divertir. Ce à quoi s'emploiera donc Michel Drucker, le 26 décembre, au cours de l'émission « Une nuit sur le Charles-de-Gaulle ». Je vous en livre le résumé publié sur le site FranceTV (et que je sois transformé en Roselyne Bachelot si j'en ai changé un seul mot) : « *Sous la houlette du sympathique Michel Drucker,*

*une escouade de personnalités de la variété, du cinéma et du sport est rassemblée sur le pont du porte-avions nucléaire français Charles-de-Gaulle afin de démontrer qu'un bâtiment de guerre peut aussi être l'endroit rêvé pour passer une excellente soirée entre amis. Ce sera l'occasion de mieux connaître cette véritable cité flottante, fer de lance de la Force d'Action Navale, avec son équipage de près de deux mille âmes, sa haute technologie et sa batterie de trente-deux missiles Aster, dont la précision n'a d'égal que la puissance dévastatrice. A travers des reportages et une conversation à bâtons rompus avec ses invités - ponctuée de chansons - Michel Drucker soulignera la vocation première de ce fier vaisseau : la sauvegarde de la vie humaine et de l'environnement. »*

On l'oublie en effet trop souvent : « *un bâtiment de guerre peut aussi être l'endroit rêvé pour passer une excellente soirée entre amis* ». C'est même pour ça qu'ils sont construits. Seulement, maintenant que Michel Drucker a pris ses quartiers sur le premier, Arthur risque de vouloir s'installer sur le deuxième... Car on ne m'ôtera pas de l'idée qu'un bâtiment de guerre peut aussi être l'endroit rêvé pour installer la prochaine Star Academy. Les élèves y chanteraient tous en chœur La Marseillaise au milieu des missiles Aster (pour servir de

décor à une comédie musicale, avouez que le nom était plutôt bien trouvé). Non, décidément, deux porte-avions c'est vraiment trop peu pour que la France puisse décemment « *faire entendre sa voix dans le grand concert des Nations* ». On devrait peut-être en exiger un troisième, pour d'éventuelles missions.

En attendant, la seule chose rassurante, c'est qu'on ne peut pas dire que le casting soit des plus prestigieux : Franck Dubosc, Jane Birkin, David Hallyday, Roberto Alagna, Axelle Red, Thierry Lhermitte, Zazie, le Bagad de Lann-Bihoué, Cheb Mami et Richard Virenque, ce ne sont manifestement pas les plus gradés qui ont répondu à l'invitation de l'armée. Axelle Red, pourtant, c'est curieux, il me semble bien l'avoir entendue chanter tout l'automne avec Renaud une chanson qui disait :

« Les dieux, les religions,  
Les guerres de civilisation,  
Les armes, les drapeaux, les patries,  
les nations,  
Font toujours de nous de la chair à canon. »

**Pierre Lazuly**

**(Chronique parue le 23 décembre 2002)**

## Le journal qui mord et qui fuit

LE NUMÉRO 13 de PLPL est sorti, et l'abonné de la première heure que je suis s'aperçoit avec horreur qu'il n'en a toujours pas fait l'éloge jusque là... Son dernier dossier, consacré au traitement réservé au monde du travail dans les médias, est sans doute l'occasion rêvée de me rattraper. Incroyablement bien documentée, l'enquête a passé au crible des tonnes d'archives, démontrant implacablement ce dont on n'avait jusque là qu'un sentiment diffus : « *Sur les 630 épisodes du « Téléphone sonne* », les 136 magazines « *Interceptions* » et les 128 de « *Rue des entrepreneurs* » diffusés entre 2000 et 2002 par France Inter, seules deux émissions ont abordé les conditions de travail, contre 59 pour « *insécurité* » ou « *délinquance* ». L'angle retenu - le « *stress* » et le « *harcèlement* » - fut ciselé pour satisfaire les préoccupations des auditeurs à fort pouvoir d'achat ». Analysant de la sorte la hiérarchie de l'in-

formation choisie par les médias - en allant jusqu'à dénombrer le nombre de sujets accordés par TF1 dans quelque 10 000 reportages diffusés en 2001 - l'enquêteur sardon, « *muni des outils informatiques les plus sophistiqués* », révèle au grand jour comment les incidents médiatisés, les angles choisis pour les traiter, éloignent le téléspectateur, l'auditeur ou le lecteur de « *l'insécurité économique* ». Le tout dans un style qui vient nous rappeler que l'adjectif « *jubilatoire* » ne doit pas être réservé aux seuls critiques ciné de *Télérama* mais peut aussi s'appliquer à la critique des médias. La liste des librairies diffusant PLPL<sup>1</sup> ne cesse de s'élargir : vous y trouverez le dernier numéro pour seulement 2 euros. Vous pouvez également trouver, sur le site de PLPL<sup>2</sup>, les archives de plusieurs anciens numéros et le formulaire d'abonnement (parution bimensuelle, 20 euros les 10 numéros).

<sup>1</sup><http://www.homme-moderne.org/plpl/libraire.html>

<sup>2</sup><http://www.plpl.org>

# Cloneries

**Je n'avais pas voulu y croire, au départ, à cette histoire de clonage humain des Raëliens. Je suis un peu comme Saint-Thomas : je ne crois que ce que je vois, et je refusais d'admettre la naissance de ce bébé cloné tant qu'on ne me l'aurait pas prouvée par A+B. Hélas, il a bien fallu que je me rende à l'évidence : les clones étaient déjà arrivés en France.**

SI J'EN CROIS les informations publiées hier par *Le Monde*, l'AFP et Reuters, Nicolas Sarkozy aurait en effet été observé, pour la seule nuit de la Saint-Sylvestre, au Ministère de l'Intérieur (place Beauvau), mais aussi place de l'Etoile et sur les Champs-Élysées, au commissariat du XIX<sup>ème</sup> arrondissement, à la caserne des pompiers de la place Champerret (dans le XVII<sup>ème</sup> arrondissement), en compagnie d'une compagnie de CRS dans le quartier sensible des Tarterêts à Corbeil-Essonnes, à la direction départementale de la sécurité publique d'Evry, au siège de l'état-major des sapeurs-pompiers de Paris, ainsi qu'à la brigade territoriale de gendarmerie de Fleury-Merogis (assis sur un bureau, évoquant les souliers des nouveaux uniformes - ce que n'a pas manqué de rapporter *Le Monde* dans son ineffable « Il est 3 heures du matin en 2003, et Nicolas Sarkozy est "toujours là" »).

Inutile de vous dire que si un meurtre avait été commis cette nuit-là, il aurait été bien en peine de faire avaler aux enquêteurs la crédibilité d'un tel alibi : jamais un être humain n'avait jusque là fréquenté autant d'endroits en une seule nuit. Non, vraiment, tout esprit cartésien se sera rendu à l'évidence : il ne pouvait s'agir que de clones du ministre, qui s'étaient partagé équitablement « le terrain » d'Ile-de-France. Après tout, les gendarmes en carton-pâte que l'on disséminait le long des routes de France n'avaient-ils pas fait leurs preuves ? Démultiplier les ministres médiatiques n'en était que le prolongement logique.

Je sais ce que vous allez me dire : ce n'était peut-être que des sosies. Moi-même j'ai eu un doute : c'est vrai qu'on ne parlait jusque là que de clones de bébés et qu'un Sarkozy en lingette aurait sans doute été d'une moindre efficacité. J'étais donc des plus sceptiques, mais une interview du gourou Raël, donnée à *Libération* l'an dernier, m'a sérieusement fait douter : « *Quand j'étais chez les Elohim (les extraterrestres*

*qui l'auraient enlevé, ndlr), ils m'ont montré comment on pouvait cloner des adultes, grâce à un processus de croissance accélérée* ».

Tout le monde s'en doutait : cloner des bébés, ça n'avait pas grand intérêt ; c'était tout juste bon à alimenter les journaux désœuvrés. Mais cloner des adultes, ça, c'était inespéré : on pourrait bientôt démultiplier la même vedette sur plusieurs chaînes de télé et envoyer le même homme politique sur des tas de terrains en même temps !

Pour en savoir un peu plus, je me suis rendu dans une discrète PME du Poitou, spécialiste en clonage d'hommes de terrain, dont le directeur général a bien voulu répondre à mes questions en surveillant l'imposant aquarium où une vingtaine de Roselyne Bachelot se trouvaient apparemment en phase de croissance accélérée. Alors que je m'étonnais de voir autant de clones d'une ministre qui n'était peut-être pas la plus indispensable, mon interlocuteur m'a tranquillement expliqué : « *Vous n'étiez pas au courant que des galettes du Prestige avaient fait leur apparition sur les plages du Pays Basque et atteindraient bientôt l'estuaire de la Gironde ? La voilà, la raison ! Vous savez très bien que ce que l'on a reproché à Dominique Voynet, ce n'est pas son travail de ministre : c'est de ne pas s'être rendue sur place après la catastrophe de l'Erika. Eh bien là, croyez-moi, des ministres de l'écologie, vous en aurez sur toutes les plages du Sud-Ouest !* ».

J'objectais que la science n'était peut-être pas encore parfaitement au point, et que, peut-être, les clones de ministres pourraient être à l'origine de gaffes plus importantes encore que celles des ministres authentiques. Jean-Paul Renard, spécialiste du clonage animal à l'Institut national de la recherche agronomique, ne venait-il pas de déclarer dans *Libé* : « *Pour trois ou quatre clones qui vont naître, il y aura 30 à 40% d'anormaux, un risque inacceptable en médecine !* ». Mon interlocuteur souriait toujours. « *Certains ont quelques difficultés à maîtriser la langue qui doit être celle d'un ministre, c'est vrai* », admit-il, « *c'est d'ailleurs ce qui explique que vous ayez lu jeudi dans Le Monde une Roselyne Bachelot déclarer que "cette merde qu'est la marée noire, quand on n'a pas les mains dedans, on ne peut pas comprendre ce que*

*c'est". C'est le principal défaut de nos clones, à l'heure actuelle, ils s'expriment parfois comme des charretiers* ».

J'étais tout de même assez impressionné. « *Mais, d'un point de vue physique, la ressemblance est toujours à ce point parfaite ?* ». La question avait l'air de l'embarrasser un peu. « *Pas toujours, hélas, mais certains de nos produits imparfaits parviennent tout de même à trouver des débouchés sur le marché. Comme ce clone imparfait du ministre de l'Intérieur, qui ne pouvait décemment pas faire illusion dans les commissariats : on l'a prénommé Guillaume et il fait désormais une brillante carrière en tant que vice-président du Medef. Vous savez, celui qui déclarait récemment être un patron "fier de délocaliser". Il ne délocalise pas les sans-papiers, c'est sûr, mais l'essentiel de l'esprit lui est quand même resté* ».

Avant de prendre congé, j'ai voulu savoir quelles perspectives il voyait pour son entreprise. « *La décentralisation, vous connaissez ? Pour nous, c'est du pain bénit ! Vous verrez, l'an prochain, les trois malheureux Sarkozy qui se partageaient l'Ile-de-France, ils auront fait des petits. On nous en a déjà commandé deux rien que pour Strasbourg ! Des ministres décentralisés, il y en aura partout : au moindre fait divers, vous les verrez débarquer près de chez vous. Et croyez-moi, ça ne coûte pas très cher à produire, comparé aux bénéfices escomptés ! Mais pour notre entreprise, bien sûr, la première priorité, c'est de rester discret : je ne vous ai répondu que parce que vous avez une audience confidentielle, mais c'est déjà à la limite de la faute professionnelle* ».

Je le remerciai vivement pour ses confidences - belle exclusivité pour la reprise des chroniques - et repris ma route à travers les marais poitevins. Une radio locale diffusait la voix d'un Jean-Pierre Raffarin, mais lequel ? « *Je dis aux jeunes : la fête, c'est la vie. La vie, c'est ton visage !* », expliquait-il dans une logique de clone, avant de conclure : « *L'alcool accélère la vitesse* ». Finalement, en les écoutant, c'était assez facile de les reconnaître.

Pierre Lazuly

(Chronique parue le 2 janvier 2003)

## Leurres de vérité

**C'est cet après-midi que le secrétaire d'Etat américain Colin Powell tentait, devant le Conseil de sécurité et en direct à la télé, de convaincre le monde que l'Irak dissimulait toujours « des armes de destruction massive » et qu'une guerre s'avèrerait sans doute nécessaire pour le désarmer.**

« Pour ou contre la guerre. Il s'agit de juger ; j'entends de décider au lieu d'attendre les preuves. Situation singulière ; si tu décides pour la guerre, les preuves abondent, et ta propre décision en ajoute encore une ; jusqu'à l'effet, qui te rendra enfin glorieux comme un docteur en politique. "Je l'avais bien prévu." Eh oui. Vous étiez milliers à l'avoir prévu ; et c'est parce que vous l'avez prévu que c'est arrivé. Contre ce vertige d'esprit, ne cherche point de preuves. Tant qu'un homme libre n'a pas prononcé contre la guerre, il n'y a pas de preuve. Mais toi, si tu juges contre, ce sera une forte preuve. Ne t'aide donc point de preuves, et marche sans béquilles. Décide d'après ton gouvernement intérieur et souverainement. C'est ainsi qu'il faut faire, dès qu'il s'agit non de ce qui est, mais de ce qui doit être. »

(Alain, Mars ou la guerre jugée)

« *N'attendez pas trop de cette séance* », avait confié la veille un haut fonctionnaire des Nations Unies<sup>1</sup>. Richard Haass, un responsable du département d'Etat, avait quant à lui trouvé cette formule admirable : « *je ne veux pas susciter de faux espoirs* »<sup>2</sup>. C'est

vrai, c'est très décevant, nous qui « espérons » tant découvrir des armes de destruction massive sur nos écrans. . .

Dès le début, nous avons donc été prévenus : les informations fournies par Colin Powell s'apparenteraient plus à des indices qu'à des preuves formelles, le même Richard Haass allant même jusqu'à les comparer « à un tableau impressionniste du peintre français Georges Seurat ». Bref, quelque chose de très visuel, de très multimédia. Qui profiterait pleinement de cette particularité de la télé : « *l'escroquerie essentielle de la télévision est de faire prendre une image invérifiable pour un fait avéré* » (Yvan Audouard). Des images invérifiables deviendraient alors des preuves à charge.

« *M. Bush les garde dans sa manche depuis le début, ces preuves* », écrivait la semaine dernière Pierre Foglia<sup>3</sup>. « *Fabriquées ou non, ce n'est pas très important. L'important, c'est que vous soyez ébranlés. On vous montrera des trucs, des machins, des bidons. Ce sera écrit acide botulique dessus, en arabe. Mais on vous traduira, ne vous inquiétez pas* ».

Il avait raison. On nous a montré des trucs, des machins, des bidons. Des photos satellite de camions pouvant abriter des « laboratoires mobiles de fabrication d'armes biologiques ». Ou de sandwiches au jambon. Tout cela dépend beaucoup de l'inspiration de celui qui rédige les légendes, des motivations de celui qui zoome. « *Reportage et propagande utilisent les mêmes images* », écrivait encore Audouard.

« Puisque vous tuez pour la patrie, je ne vois pas par quel scrupule vous rougiriez de mentir pour la patrie. »

(Alain, Souvenirs de guerre)

Jeudi dernier, des fuites indiquaient que Colin Powell pourrait présenter « *des photos satellite représentant des tracteurs tirant des remorques au toit muni de tuyaux d'aération particulièrement grands, indiquant qu'il pourrait s'agir de laboratoires mobiles* »<sup>4</sup>. Sur les photos satellite de Normandie, on en voit aussi, de ces laboratoires mobiles « *au toit muni de tuyaux d'aération particulièrement grands* ». Ces dangereux criminels, on les appelle les « bouilleurs de cru » : leur remorque contient un véritable laboratoire de distillation massive qui leur permet de concocter, au mépris des résolutions de l'ONU, un excellent digestif.

On voit par là combien il est sage de se méfier des images.

« LA FOLLE : Que cherchent-ils ? Ils ont perdu quelque chose ?

PIERRE : Ils cherchent du pétrole.

LA FOLLE : Curieux ! Qu'est-ce qu'ils veulent en faire ?

PIERRE : Ce qu'on fait avec du pétrole. De la misère. De la guerre. De la laideur. Un monde misérable. »

(Jean Giraudoux, La Folle de Chaillot)

Mais à quoi bon citer Giraudoux ? La guerre de Troie aura bien lieu.

**Pierre Lazuly**

**(Chronique parue le 5 février 2003)**

<sup>1</sup>AFP, 5 février 2003.

<sup>2</sup>Le Monde, 5 février 2003.

<sup>3</sup>La Presse, 30 janvier 2003.

<sup>4</sup>Reuters, 30 janvier 2003.

Jusqu'au 27 janvier dernier, on pouvait encore admirer une toile célèbre, exposée juste à l'entrée du Conseil de sécurité. « *Guernica*, ce tableau qui symbolise toute la colère de Picasso face aux horreurs de la guerre, n'était-il pas à sa place dans ce lieu théoriquement dédié au maintien de la paix ? Pourtant, depuis 10 jours maintenant, cette toile est dissimulée par un grand rideau bleu. . . C'est ce que nous apprend le site culturel américain ArtDaily, qui rapporte également l'explication d'un diplomate : selon lui, ce tableau n'aurait pas constitué « *un décor approprié* » pour l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, John Negroponte, ou pour Colin Powell, qui pouvaient difficilement appeler une guerre de leurs vœux entourés de femmes, d'enfants et d'animaux hurlant d'effroi et témoignant de leurs souffrances sous les bombardements. « *Tout cela fait partie d'un système de dissimulation des choses et de déplacement des choses* », comme le disait si bien Colin Powell hier, à propos d'autre chose.

## Faux et usage de faux

**Tony Blair était bien embêté : ses services secrets ne parvenaient pas à prouver que Saddam Hussein n'avait pas désarmé. Il fallait bien pourtant trouver des raisons présentables de l'attaquer avant le printemps.**

**A**LORS, puisque décidément ni les services d'espionnage ni les inspecteurs de l'ONU n'étaient fichus de dégoter la moindre « preuve patente », on irait chercher sur le Web quelque chose qui pourrait y ressembler. Manque de chance, Tony Blair s'est fait pincer. Ses services, un tantinet piteux, ont dû admettre vendredi que le fameux « *secret spy dossier* » - censé émaner des services d'espionnage<sup>1</sup> - contenait en réalité des passages entiers puisés dans des articles universitaires, et ce jusqu'aux fautes de grammaire.

Cet « *excellent dossier présenté par le Royaume-Uni qui décrit en détail les activités de dissimulation irakiennes* » - c'est ainsi que Colin Powell<sup>2</sup> l'avait présenté devant le Conseil de sécurité - était en réalité constitué de « copier-coller » de travaux qui n'avaient rien de secret. Glen Rangwala, professeur à l'université de Cambridge, a ainsi établi que 11 des 19 pages du rapport de Downing Street ont été entièrement puisées dans des articles universitaires<sup>3</sup>.

Pour vous dire à quel point Tony Blair a utilisé des services secrets : les auteurs eux-mêmes ignoraient qu'ils faisaient partie de l'espionnage anglais. Ibrahim Al-Marashi a été le premier surpris : l'espion le plus prolixe, c'était lui. 4 des 19 pages du rapport

reproduisaient mot pour mot des extraits de sa thèse de troisième cycle. « *On a même recopié mes erreurs de grammaire et mes fautes d'orthographe!* », a-t-il confié au *San Francisco Chronicle*<sup>4</sup>. « *La seule chose que demande un universitaire, lorsque vous publiez quelque chose de lui, c'est que vous mentionniez ses travaux* », a-t-il précisé à la BBC. « *Il y a une législation sur le plagiat, on serait en droit d'attendre que le gouvernement anglais la respecte* ». Il faut dire que citer un obscur thésard de Monterey, ça ne faisait plus très services secrets.

Pourtant, les travaux d'Ibrahim Al-Marashi ne risquaient pas de révéler le moindre élément sur l'armement actuel du régime de Saddam Hussein. Et pour cause : « *il se fonde sur des informations vieilles de douze ans, contenues dans des dossiers abandonnés par les Irakiens en 1991 après leur fuite du Koweït et dans des documents saisis par des rebelles kurdes dans le nord du pays. Rien à voir donc avec l'actuelle dissimulation d'armes de destruction massive dénoncée par le "dossier" britannique* »<sup>5</sup>. Parmi les autres travaux empruntés, on trouve également deux articles publiés dans *Jane's Intelligence Review*, directement téléchargés depuis le site de la revue. Ironie du sort, l'un des deux a été écrit par Sean Boyne, un opposant à la guerre en Irak...

Qu'importe, après tout, puisque les services anglais ne retenaient que les passages qui leur convenaient. Quitte à les modifier. Car si certaines fautes d'ortho-

graphe d'Al-Marashi ont bien été recopiées, certains paragraphes ont été subtilement retravaillés : « *les mots employés par Ibrahim Al-Marashi ont parfois été remplacés par d'autres, d'une signification plus forte : la « surveillance » [monitoring] des ambassades étrangères est devenue « espionnage » [spying], alors que les « groupes d'opposants » [opposition groups] devenaient des « organisations terroristes » [terrorist organisations]. Le travail de copier-coller fut effectué avec une telle incompétence qu'en combinant les travaux d'Al-Marashi avec ceux de Boyne, le rapport a confondu deux différentes organisations* »<sup>6</sup>.

« *Depuis des mois* », rappelle *The Observer*, « *les officiers du renseignement britannique - tout comme leurs homologues américains - n'ont cessé de rappeler qu'ils n'avaient pas trouvé trace de liens entre Saddam Hussein et Al-Qaïda, tandis que les responsables politiques persistaient à prétendre l'inverse* ». Tony Blair, qui est un homme pragmatique, avait bien cru trouver malgré tout la solution pour berner l'opinion. Si vous remplacez « groupe d'opposants » par « organisation terroriste » dans la thèse d'un étudiant, vous obtenez effectivement : « *supporting terrorist organisations in hostile regimes* ». D'ici à en déduire que Saddam Hussein pourrait être « proche d'Al-Qaïda », il n'y a qu'un pas.

Pierre Lazuly

(Chronique parue le 10 février 2003)

<sup>1</sup>Dossier « Iraq - its infrastructure of concealment, deception and intimidation », publié sur le site gouvernemental « 10 Downing Street Facts » le 3 février 2003.

<sup>2</sup>Lire « Leurres de vérité », page précédente.

<sup>3</sup>Reuters, « UK's Blair under fire for plagiarized Iraq dossier », 7 février 2003.

<sup>4</sup>*San Francisco Chronicle*, « Brits admit plagiarizing Iraq report », 8 février 2003.

<sup>5</sup>*Le Monde*, « Ce plagiat britannique qui conforte les opposants à la guerre en Irak », 9 février 2003.

<sup>6</sup>*The Observer*, « First casualties in the propaganda fire », 9 février 2003.

**Intéressante contribution de Zataz : le magazine a décortiqué le fichier Word du rapport, et notamment toutes ces traces intelligemment laissées par le logiciel de Bill Gates. On obtient ainsi l'historique complet de l'édition du document... et donc l'identité des responsables du copier-coller : Paul Hamill, du Foreign Office ; John Pratt, de l'unité « *Strategic Communications Unit* » de Downing Street ; et enfin Alison Blackshaw et Mustaza Khan, deux très proches collaborateurs d'Alastair Campbell, le « *spin doctor* » de Tony Blair. (<http://www.zataz.com/zatazv7/news.php?id=2389>)**

# Du pain, du vin, du Raffarin

## (la tactique du fromage)

**Vous vous souvenez peut-être de cette publicité télévisée : c'était pour un fromage, un de ces fromages ronds et malléables dont la « tartinabilité » est exaltée par l'emballage.**

LA CAMÉRA, placée dans le frigo, nous laissait entrevoir les agissements suspects d'un père de famille alléché, qui venait à toute heure du jour et de la nuit taper dans ledit produit. Pour masquer ses actes coupables, il avait mis au point une technique admirable : après avoir mangé, il reconstituait toujours à la pointe du couteau un fromage en tous points semblable à l'original. L'emballage ne dissimulait certes plus grand chose, mais les apparences étaient sauvées. Et lorsque le fromage était enfin présenté sur la table à manger, le père jouait les innocents devant cet inexplicable rétrécissement.

J'y ai repensé l'autre nuit : j'avais entendu du bruit. Un bruit de cantine qui semblait provenir de la cuisine. Alors, soudain, j'ai eu cette impression très nette : Raffarin profitait de mon sommeil pour venir se servir en douce dans mon Boursin. J'ai bien pensé descendre pour le prendre sur le fait, mais je n'ai pas osé (ses gardes du corps m'en auraient sûrement empêché). Le lendemain, par contre, la première chose que j'ai faite, ça a été de déballer tous mes fromages et de les mesurer. A première vue, rien n'avait changé : les emballages étaient tous à leur place habituelle, on ne se serait pas méfié. Pourtant, à bien y regarder, tout avait rétréci pendant la nuit : le Boursin avait bien conservé sa forme, mais il avait diminué de moitié ; le gruyère, lui, avait

toujours les mêmes dimensions, sauf qu'il n'était plus composé que de trous.

C'est ce qu'on pourrait appeler « la tactique du fromage ». En politique, jusque là, on connaissait surtout « la tactique du salami », qui consiste à parvenir à ses fins en arrachant à l'adversaire une longue série de concessions minimales. Une tactique assez traître, que redoutait encore récemment un responsable de la CGT sur le dossier des retraites : « *s'il veut avancer, il doit commencer par discuter des principes généraux et ne pas pratiquer la tactique du salami, c'est-à-dire traiter les régimes tranche par tranche* »<sup>1</sup>.

Mais Raffarin, lui, n'a pas choisi la stratégie du salami. Le salami, si vous me permettez ce jeu de mots facile, c'était Juppé. Il débarquait chez vous, droit dans ses bottes ; il avait décidé que sa première tranche, ce serait vous. D'emblée, il vous traitait de privilégié, puis il s'attaquait ouvertement à votre garde-manger. Lui aussi, il en voulait à votre fromage : mais il vous le prenait tout entier, avec son emballage. Inutile de vous dire qu'avec des méthodes pareilles, il n'a pas eu un grand succès : rien n'est plus horripilant que de voir Juppé vous arracher le Boursin des mains ; vous faites la grève dès le lendemain.

Raffarin est beaucoup plus malin : il profite de votre sommeil, vous ne remarquez rien. Il remet toujours les emballages en place après ses funestes festins. Et c'est ce petit détail qui le rend redoutablement plus efficace que Juppé. Jetez donc un oeil dans votre frigo. Les 35 heures n'ont pas disparu : après leur « assouplissement », c'est toujours un morceau de gruyère ; il a

juste ajouté des trous pour que les 39 heures puissent y tenir sans surcoût. Regardez un peu plus haut, vous y trouverez l'impôt sur les grandes fortunes. Il n'a pas disparu non plus : après les amendements votés la semaine dernière, c'est un gruyère qui a encore toute sa croûte. Même si la fortune des entrepreneurs peut facilement s'écouler au travers de ses nouveaux trous. Là encore, il ne commet pas la faute grossière d'un Balladur et d'un Chirac qui, en 1987, avaient fait disparaître l'ISF avec sa croûte.

Quant à « l'épineux dossier des retraites », il sera traité plutôt comme du Boursin ; c'est du moins ce que je déduis du dernier discours de Raffarin. A l'entendre, il ne changera quasiment rien. « Pas question de toucher à la retraite par répartition ; on pourra toujours partir à 60 ans si l'on veut ». Bref, il vous le dit la main sur le coeur : il n'en veut pas à votre Boursin.

Comme le cambrioleur avisé, il choisira une nuit de juillet. Vous serez dans les bras de Morphée. Alors, en douce, il suivra l'exemple de Balladur. Il modifiera les modes de calcul, l'alignera sur des indices qui reculent ; il diminuera subtilement la valeur des points, la réduira à peau de chagrin. Avec cette méthode imparable, la réforme paraîtra sans doute acceptable : pour qui ne regarde que l'emballage, on aura conservé le fromage. C'est seulement à la fin, quand vous ouvrirez votre Boursin, que vous constaterez - mais un peu tard - que l'emballage ne contient presque rien.

Pierre Lazuly

(Chronique parue le 13 février 2003)

<sup>1</sup> Libération, 11 janvier 2003.

Mais que fait-il donc du fromage ? Martine Bulard nous donnait un élément de réponse dans l'émission de Daniel Mermet avec l'équipe du *Monde diplo*. 400 millions d'euros, c'est ce que Raffarin aura récupéré en douce en réformant l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) allouée aux personnes âgées. Et c'est 400 millions d'euros que coûtera également « l'assouplissement » de l'ISF. Après le passage discret de ce « Robin des Bois à l'envers », comme l'a si bien dit Serge Halimi, le fromage piqué dans le frigo des plus pauvres aura tout simplement atterri dans le frigo des plus fortunés. « *Il faut prendre l'argent là où il se trouve : chez les pauvres. D'accord, ils n'en ont pas beaucoup, mais ils sont si nombreux !* », comme l'écrivait le regretté Alphonse Allais.

## Quand La Poste innove... ...le timbre augmente et le courrier ralentit

L'information vous aura sans doute à peine effleuré : le prix du timbre passera de 0,46 euro à 0,50 euro à compter du 1er juin prochain. Après tout, ce n'est là qu'une augmentation parmi tant d'autres : 9 % de plus, certes, ça n'est pas rien, mais les médias rappelaient bien qu'il ne s'agissait là que d'un rattrapage, le prix du timbre étant resté inchangé depuis 1996. L'impact de cette augmentation serait d'ailleurs très faible pour les particuliers, nous assurait La Poste : moins de 3 euros par an, la consommation moyenne annuelle postale d'un foyer étant inférieure à 26 euros.

**A**LIRE *Le Figaro*, on croyait même que cette contribution dérisoire nous conduirait tout droit au pays fabuleux des clients heureux : « *En contrepartie de ce coup de pouce du gouvernement, La Poste s'est engagée à investir dans la modernisation du pôle courrier (59 % de l'activité), à commencer par l'automatisation de ses 130 centres de tri. Elle s'est en effet fixé comme objectif de distribuer dès cette année 80 % (77 % en 2001) des lettres le lendemain du jour où elles ont été postées. L'établissement vise aussi un taux de distribution de 95 % le surlendemain. Dès 2004, La Poste prévoit de mettre en service à Gonesse (Val-d'Oise) le centre de tri "le plus moderne d'Europe".* »<sup>1</sup>. Ce qu'on ne vous a pas dit, c'est que votre courrier à vous s'en trouverait en revanche ralenti.

Je vous entends déjà protester : comment diable, avec le centre de tri « le plus moderne d'Europe », ma tendre correspondance pourrait-elle être ralentie ? C'est mon facteur qui a vendu la mèche, fin décembre, quand il m'a apporté le traditionnel calendrier du postier. (Il faut dire que depuis les 35 heures je ne le voyais plus. Avant, comme tout un chacun, j'avais mon courrier le midi. Depuis, on lui inflige des tournées impossibles, il passe entre 15 et 16h, même le samedi ; il sera bientôt privatisable, comme il dit).

### Les plus gros seront les mieux servis

C'est lui qui m'a expliqué pourquoi les courriers des charmantes mettaient désormais souvent plusieurs jours pour me parvenir alors que ceux de la Société Générale ou de la Camif étaient toujours aussi rapides. Pour anticiper la prochaine libéralisation du courrier, La Poste a en effet lancé « Tem'Post », une nouvelle gamme de services en direction de ses plus gros clients : dans cette perspective concurrentielle, priorité est donnée au « courrier industriel ». Ses principaux clients - facturiers, banques, assurances, véricistes, publiposteurs, etc. - bénéficient non seulement de tarifs attractifs (de 4 à 36 % de réduction selon le volume) mais surtout - c'est la grande nouveauté - de garanties de délais sous peine de remboursement partiel par La Poste. Ces courriers, si importants pour vous chers clients, bénéficient de ce fait d'un processus de traitement spécifique tout au long de la chaîne d'acheminement et de distribution ; votre correspondance personnelle ne mérite évidemment pas les mêmes égards.

Pour justifier ce traitement différencié, les arguments ne manquent pas : les « grands déposants » - ces 260 000 entreprises qui disposent de leur propre machine à affranchir - représentent à elles seules 90 % de l'activité courrier. Le « courrier industriel », celui de ses 5000 plus gros clients, représente à lui seul 30 % du chiffre d'affaires courrier ; les dix clients principaux, 15 %. Dès l'ouverture à la concurrence, ils seront susceptibles d'être démarchés par d'autres opérateurs postaux : c'est donc ces grands comptes que La Poste se doit de privilégier, de la même manière qu'EDF consent d'importantes remises aux plus grandes entreprises.

Evidemment, La Poste s'étant engagée par contrat à des remboursements substantiels quand la qualité de service promise n'a pas été assurée, elle se doit d'accorder une priorité absolue à ces flux. Quitte à instaurer pour cela une distribution à deux vitesses : « *afin de traiter ces volumes de façon accélérée, [le courrier industriel] em-*

*pruntera un réseau partiellement dédié à ce type de courrier, le fameux réseau B, mis en place après les grèves de 1995* »<sup>2</sup>. Vous pouvez donc être rassurés : même en cas de grève, il y aura toujours des intérieurs pour assurer la continuité du réseau B et vous faire parvenir à temps vos factures ; seule votre correspondance, sans importance, sera « prise en otage ». Les propositions alléchantes des marchands ne sont-elles pas plus importantes que les lettres des charmantes ?

« On ne distingue plus entre les lettres qu'entre les plis urgents et plis dits « non urgents ». C'est une hypocrisie de La Poste. Seul l'expéditeur peut savoir si son pli est urgent ou non. La Poste n'aurait le droit de parler que de plis acheminés à la vitesse normale et de plis qu'elle traite au ralenti. On comprendrait, avec un tel langage, qu'elle demande des prix différents. Mais qu'elle s'arroge le droit de juger de l'urgence des plis, c'est un trait de mépris du public ; l'urgence ne dépend pas du prix qu'elle fait payer. Agir comme elle le fait, c'est dire à ses clients : les lettres du riche sont urgentes, les lettres du pauvre ne le sont pas. Où est là-dedans la démocratie ? Et c'est pourquoi, sur les timbres nouveaux, la République est toute petite, presque honteuse, indiscernable, effacée derrière le gros prix. »

(Alexandre Vialatte, « L'éléphant est irréfutable »)

A l'époque, Vialatte ne s'offusquait pourtant que de l'apparition des fameux timbres rouges et verts ; les particuliers pouvaient encore s'offrir à moindre frais un traitement prioritaire. Depuis, La Poste a encore innové : vous pouvez toujours coller un timbre rouge sur vos déclarations d'amour, elles parviendront moins vite à leur destinataire que les courriers de La Redoute, qui aura payé 40 % moins cher. C'est ce qui s'appelle de la péréquation tarifaire à l'envers.

<sup>1</sup> Le Figaro, « Le timbre coûtera 50 centimes en juin », 14 février 2003.

<sup>2</sup> E-Marketing, « Avec Tem'Post, La Poste garantit les délais », 1er octobre 2002.

## Du service public au service universel

Alain se souvient pourtant encore des performances remarquables du tandem SNCF-La Poste, en 1959 : « *Quand j'écrivais à ma future épouse, j'habitais un petit patelin - Saint Just-en-Chaussée (Oise) - situé à environ 80 km au nord de Paris sur la ligne de chemin de fer Paris-Amiens. Ma charmante habitait au Mans (Sarthe). Je lui écrivais chaque jour une lettre enflammée que j'allais poster le soir, non pas au bureau de poste (fermé depuis plusieurs heures), mais à la gare de chemin de fer de la S.N.C.F. (autre véritable service public à l'époque). En effet, jusqu'à 22 heures, on pouvait confier sa lettre à un employé de la gare qui la compostait et qui la faisait partir par le dernier train pour Paris. Immanquablement, ma charmante la recevait au Mans le lendemain matin ! Comment cette rapidité était-elle permise ? Simple parce que le courrier était acheminé par chemin de fer, dans des wagons postaux où des employés mettaient à profit le temps de trajet pour trier le courrier.* ». On n'ose imaginer la tête que ferait un cheminot aujourd'hui si on venait lui confier une missive romantique au nom de la complémentarité du service public...

D'aucuns objecteront que le volume de courrier à traiter était beaucoup plus faible qu'aujourd'hui. C'est vrai, mais il est vrai aussi qu'à l'époque, 95% du courrier ne partait pas immédiatement à la poubelle. Faire payer demi-tarif à ceux qui nous abreuvent de propositions commerciales n'est sans doute pas la meilleure façon de lutter contre cet invraisemblable gâchis de papier... et de gasoil.

Ce service public-là a vécu : on ne parle plus désormais que de « service universel », sorte de service minimal imposé à l'opérateur historique. La Poste nous l'affirme, la main sur le cœur : « *il est assuré dans le respect des principes d'égalité, de continuité et d'adaptabilité en recherchant la meilleure efficacité économique et sociale. Il garantit à tous les usagers, de manière permanente et sur l'ensemble du territoire national, des services postaux répondant à des normes de qualité déterminées* ».

Si le principe d'égalité, on l'a vu, est assez curieusement interprété, l'efficacité

économique, elle, n'a pas été oubliée. Depuis déjà plusieurs années, La Poste s'est en effet engagée dans un « ambitieux » programme de réduction des coûts : suppression de dizaines de centres de tris sur le territoire au profit de centres régionaux ultra-mécanisés (ça crée des emplois), mais aussi un « schéma directeur du transport » privilégiant le transport le plus écologique : par la route.

## Un système aberrant

Fin 2000, elle supprimait le dernier train postal de l'Hexagone, qui reliait encore Paris à Besançon. En remplacement, « *il est prévu que cinq à sept poids lourds quittent chaque jour le tri postal de Paris XII (gare de Lyon) pour rejoindre tous les départements francs-comtois ainsi que le Haut-Rhin et que, parallèlement, d'autres partent des centres du Bourget, de Chilly-Mazarin ou d'Orly pour ces mêmes directions* »<sup>3</sup>. Après l'abandon progressif du train, c'est désormais celui de l'avion. « *La Poste veut limiter le recours à l'avion en utilisant la route pour les distances inférieures à 500 km* », nous apprend SUD PTT<sup>4</sup>. « *Le transfert sur la route s'accompagne aussi de la fin du J+1 pour beaucoup de départements. La suppression d'un avion sur Toulouse et Bordeaux et celui de Poitiers fait que tout le courrier Poitou-Charentes sera acheminé par la route* ».

C'est donc en grande majorité des camions qui, contribuant à la pollution, acheminent vers les centres de tris ces tonnes de prospectus publicitaires qui rejoindront quelques temps plus tard la décharge dans un autre camion. Et le plus aberrant, c'est que la disparition des petits centres de tris au profit des seuls centres régionaux ne fera qu'allonger les trajets : un courrier destiné à une localité voisine devra obligatoirement passer par la capitale régionale et n'y parviendra plus forcément le lendemain.

## « On n'ose plus donner de date »

Il y a dix ans, on pouvait encore trouver dans la plupart des bureaux de Poste une

carte indiquant tous les départements desservis à « J+1 ». Vous ne la trouverez plus. « *Maintenant, quand les gens nous posent la question, on n'ose plus donner de date* », me confiait une employée de La Poste. Le « J+1 » jusque là consenti aux particuliers n'est pas rentable ; le seul impératif, dicté par les grandes comptes, c'est un « J+2 » ou un « J+4 » garanti au moindre coût. Le courrier de l'usager moyen mettra le temps qu'il faudra ; on ne lui a rien garanti, à celui-là. Ce que SUD PTT caricaturait sous la forme d'une boîte à lettres sur laquelle on pouvait lire : « *Heures des levées : entreprises, 24h/24, 7j/7 ; particuliers, tous les 29 février* ».

Les « normes de qualité de service » souscrites par La Poste au titre du service universel ne sont à ce sujet pas franchement contraignantes : 80% de lettres à J+1, et 5% de lettres au-delà de J+2 (sans limite pour cet « au-delà »). On voit par là que si le courrier des citoyens permet de tenir l'objectif des 95% distribués à J+2, on pourra éventuellement prendre son temps pour le courrier des bouseux et attendre la prochaine facture EDF pour leur remettre la lettre de leur copine.

## « Payez, vous serez considérés »

Mais je suis mauvaise langue : la solution existe, La Poste en fait d'ailleurs la publicité sur ses nouvelles affiches. « *Mieux vaut savoir quand votre courrier arrive* », peut-on lire sur l'une d'entre elles, illustrée par la photo d'un amoureux venu poster deux lettres à sa charmante. Pour lui, La Poste a en effet créé un service adapté : « *le service lettre suivie* ».

Pour 0,91 euro de plus (pour le prix de 3 timbres, donc), vous pouvez vous aussi « *bénéficier* » de ce nouveau service, grâce auquel «  *votre courrier se distingue et valorise le destinataire (sic)* ». C'est apparemment le prix à payer, désormais, pour échapper aux délais incertains réservés aux manants.

Pierre Lazuly

(Chronique parue le 25 février 2003)

<sup>3</sup>L'Humanité, « Pourquoi le courrier ne prendrait-il plus le train ? », 10 octobre 2000 (<http://rezo.net/19203>), et « Mobilisation pour sauver le transport du courrier par le rail », 23 novembre 2000 (<http://rezo.net/19204>).

<sup>4</sup>L'inSudmersible, décembre 2002.